

**Intervention CRA  
Normandie  
25 juin 2021**

# Etats généraux de l'alimentation : 3 ans après, quel bilan ?

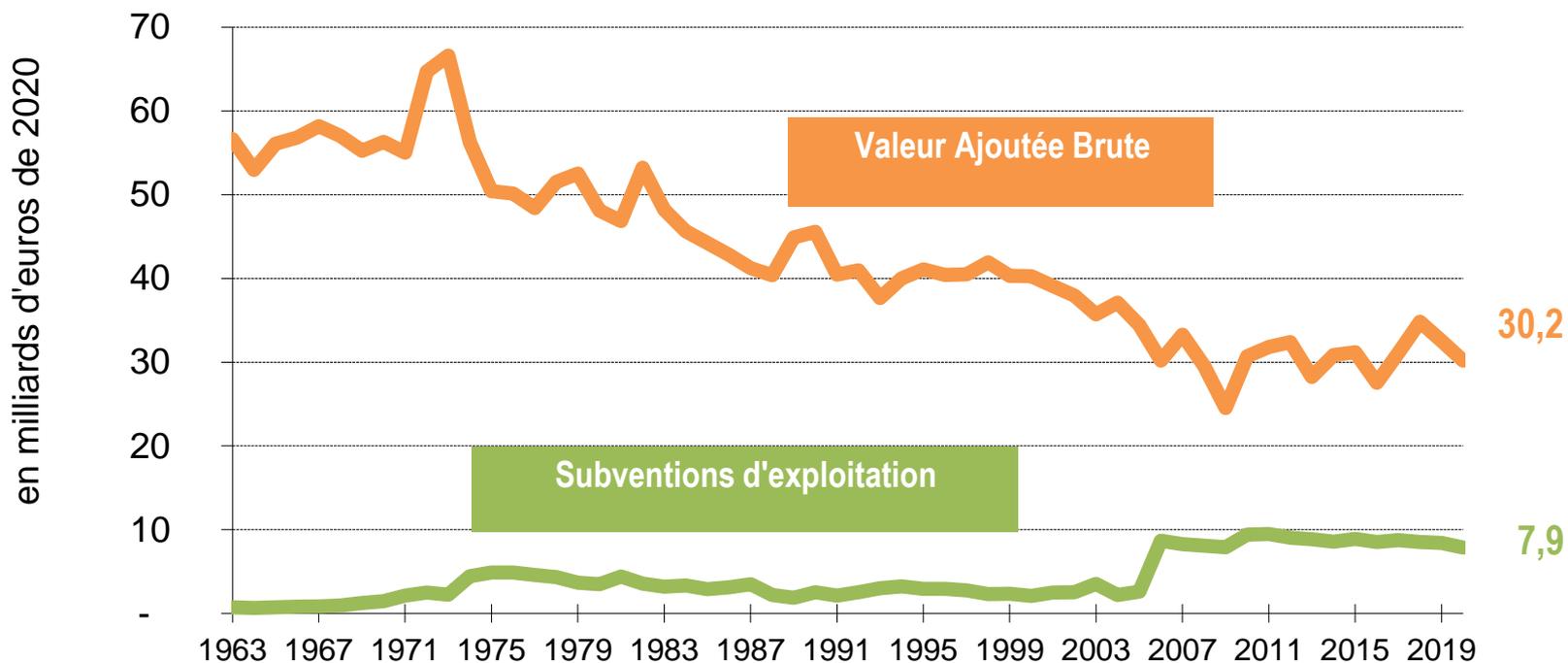
---

**Marine Raffray, agro-économiste  
Chambres d'agriculture France – DEAT – Service ERP**

---

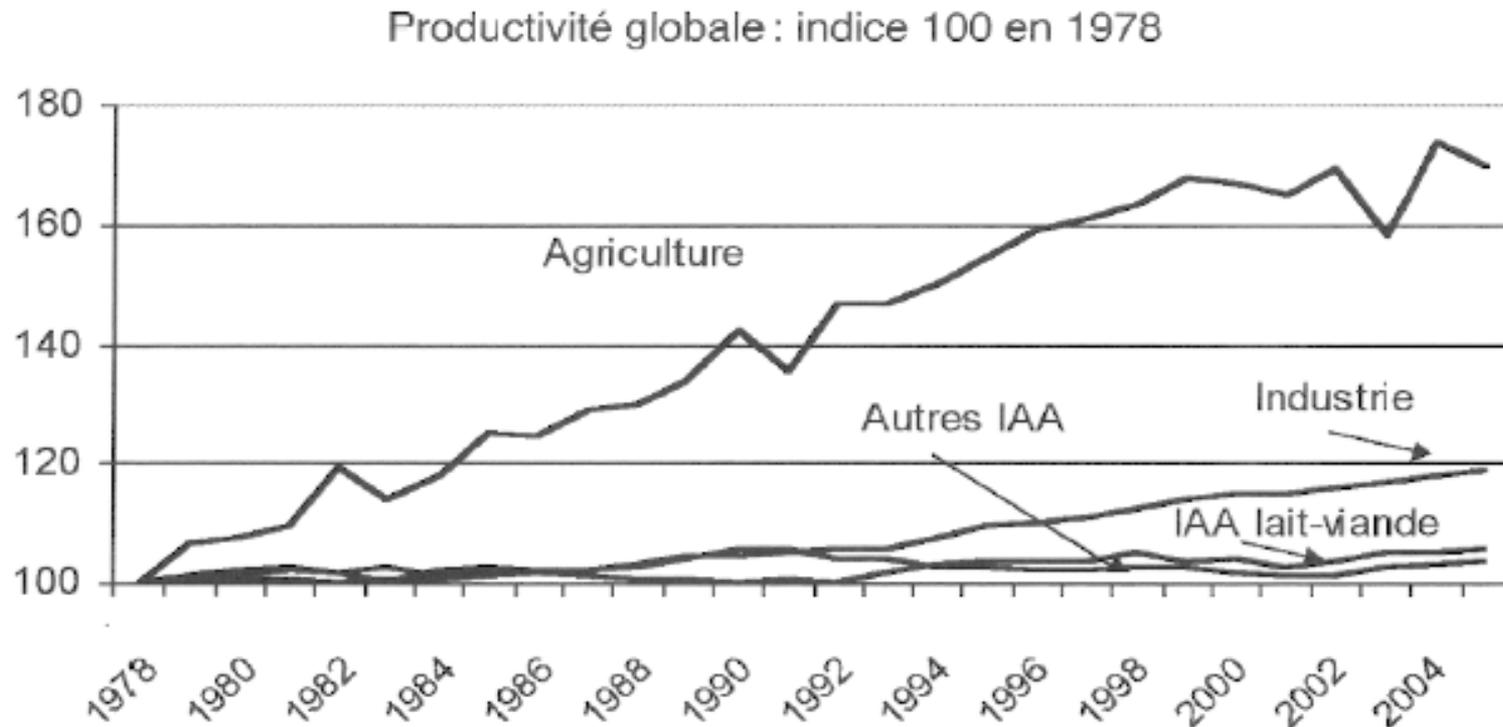
## Mise en perspective

# Érosion de la valeur ajoutée de la Branche agricole (« Ferme France ») sur long terme



## Mise en perspective

### A qui profitent les gains de productivité dégagés par l'agriculture ?



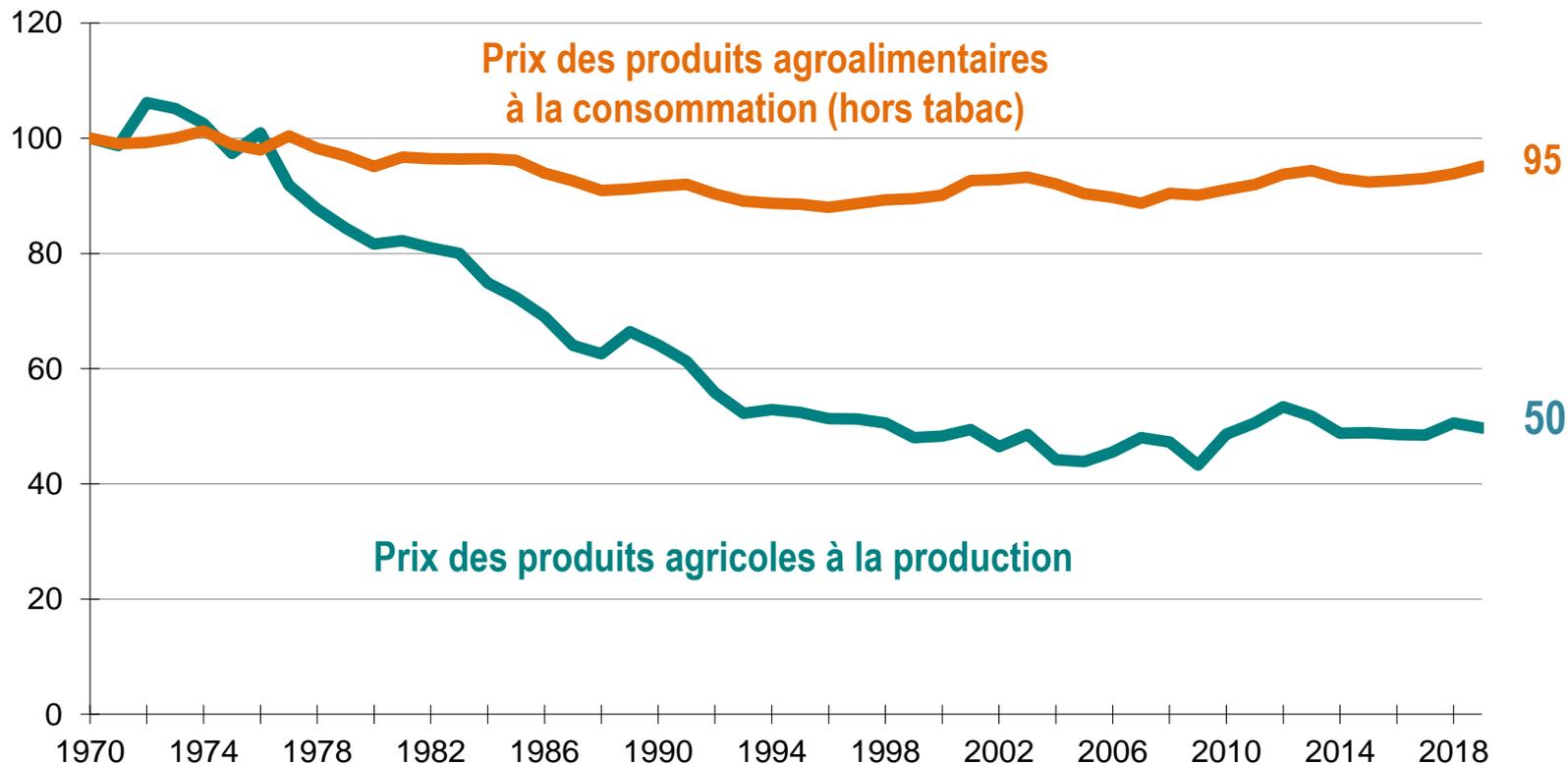
Source : Insee, calcul Inra.

Butault Jean-Pierre. La relation entre prix agricoles et prix alimentaires.  
In: Revue française d'économie, volume 23, n°2, 2008. pp. 215-241

# Mise en perspective

## Les prix des produits agricoles ont davantage diminué que ceux des produits alimentaires

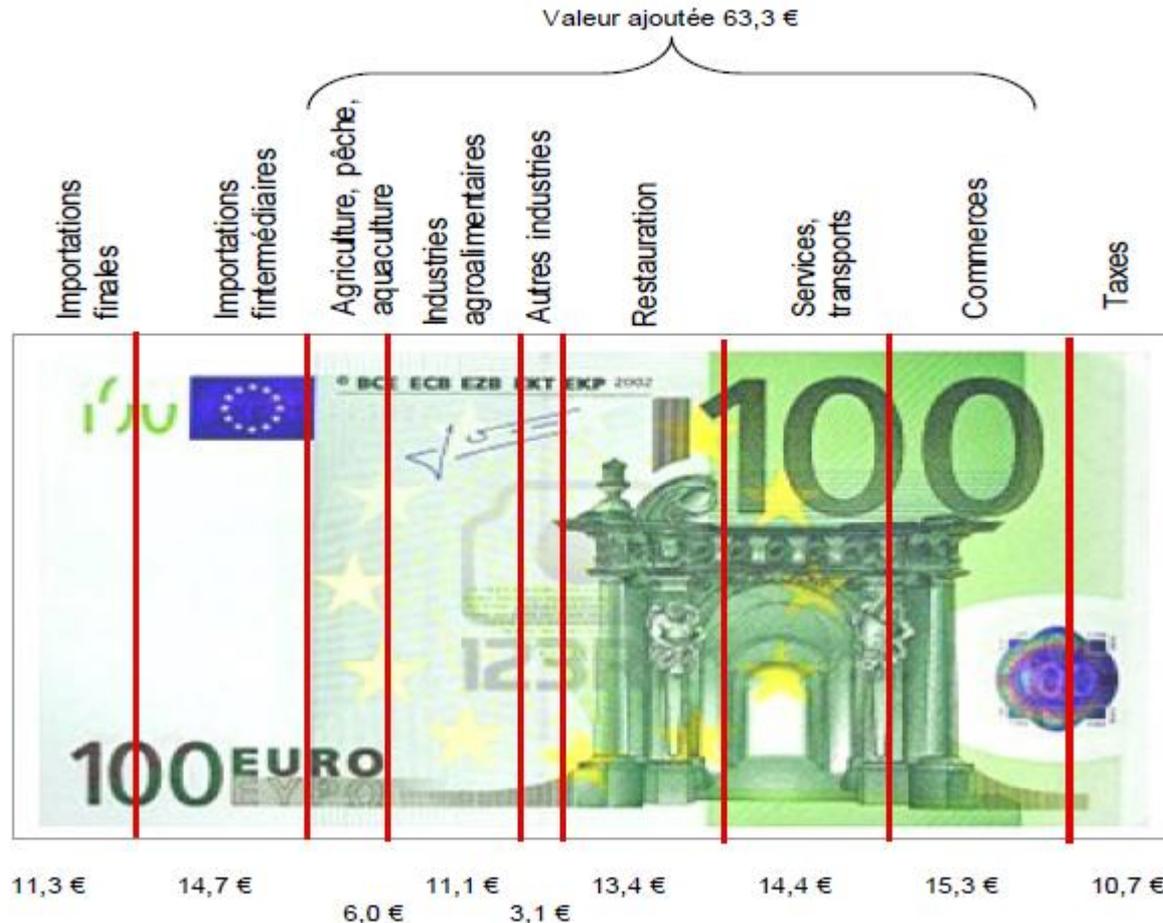
1970 = 100 monnaie constante



# Mise en perspective

10% de la valeur ajoutée va à l'agriculture, alors qu'elle contribue à 15% de l'emploi mobilisé

L'euro alimentaire en 2016 décomposé en valeurs ajoutées induites, importations d'intrants, importations alimentaires, et taxes



Source : Calculs OFPM d'après Insee et Eurostat

# Un empilement de lois



2018 : Loi EGAlim

2008 : LME

2008 : Loi Chatel

2005 : Loi Dutreil

1996 : Loi Galland

1963 : Interdiction de la  
revente à perte

# Loi EGAlim – De la théorie...



## Contractualisation en marche avant

- ⇒ Redonner du pouvoir à l'agriculteur
- ⇒ Prendre en compte les coûts de production



## Relèvement du seuil de revente à perte

⇒ Rééquilibrer les marges des GMS pour permettre d'augmenter les prix d'achat aux agriculteurs



## Encadrement des promotions

⇒ Stopper la destruction de valeur perçue par les consommateurs

## ... à la pratique

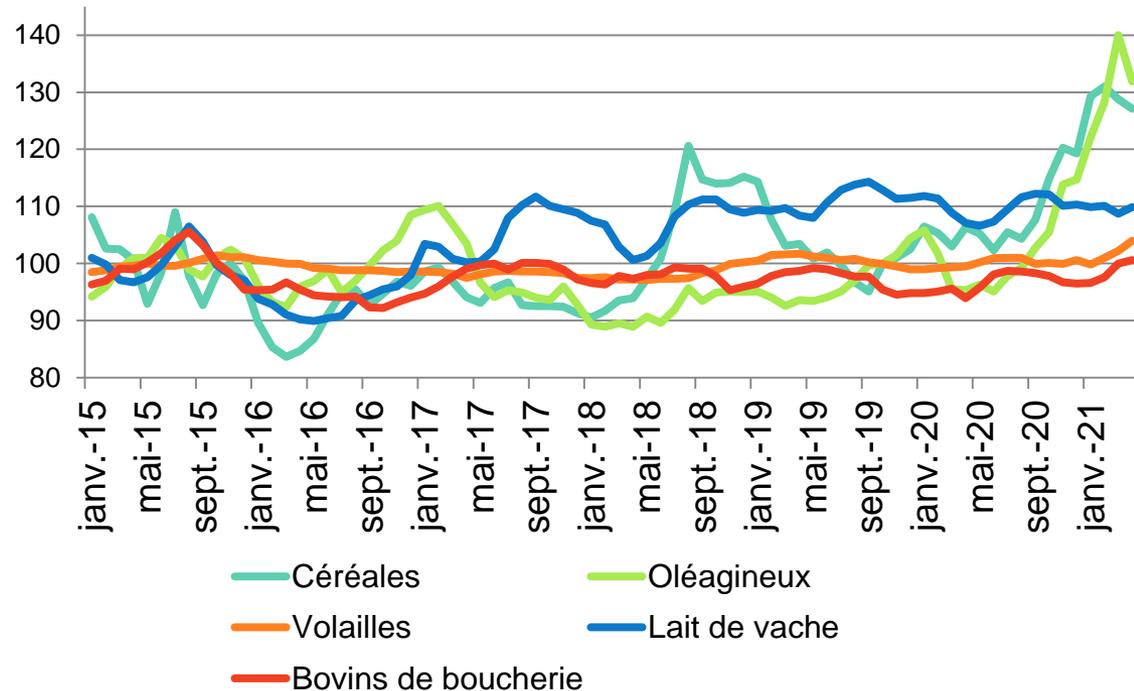
- Effet non significatif de la loi sur les prix aux consommateurs
- Apparition de nouveaux dispositifs de promotion
- Recul des marques produites par des PME
- Croissance des MDD

# Où va le « ruissellement » ?



base

## Indice des prix à la production (INSEE)



- **Poursuite de la baisse de la VA par actif agricole**
- **La loi n'agit que sur 1/5<sup>ème</sup> du revenu des agriculteurs** (part du revenu des agriculteurs issue des contrats avec les GMS).
- Une **contractualisation qui peine à émerger** dans certaines filières
- Poursuite des **demandes de déflation des GMS** à leurs fournisseurs en 2021 (-0,3 %).
- La loi n'a pas résolu le **problème de dépendance économique des agriculteurs**
- **Repose sur des incitations** (théorie du ruissellement)

# Une Loi « EGALIM 2 » en préparation...

**Rapport Papin remis au gouvernement en mars 2021**

**Proposition de loi du député Besson-Moreau :**

- **Révision du cadre de la contractualisation entre l'agriculteur et son premier acheteur**
  - Des contrats écrits pluriannuels et obligatoires
  - Avec des clauses de révision automatique du prix à la hausse ou à la baisse selon une formule établie basée sur des indicateurs
  - **Effets recherchés** : sécuriser davantage l'agriculteur dans la relation contractuelle avec son premier acheteur
- **Modification du cadre de la négociation commerciale en aval**
  - Coût d'achat de la matière première agricole par l'industriel non négociable dans les contrats aval
  - Effets recherchés :
    - Plus de transparence sur le coût d'achat de la matière première agricole par l'industriel
    - Diminuer la pression sur le coût de la matière première agricole
- **Création d'un comité des différends commerciaux agricoles**
- Mention obligatoire de l'origine des produits agricoles (**à condition qu'existe un lien entre origine et propriétés du produit...**)
- Limitation des publicités sur les promotions « de dégagement »

# Une Loi « EGALIM 2 » en préparation...

Que peut-on attendre de cette proposition de loi ?



# MERCI

**Intervention CRA  
Normandie  
25 juin 2021**

# **Risques climatiques en agriculture Point sur les travaux en cours**

---

**Marine Raffray, agro-économiste  
Chambres d'agriculture France – DEAT – Service ERP**

---

# Un système imparfait

## • Calamités agricoles :

- Exclusion des grandes cultures et vignes ; exclusion des assurés
- Durée de retour de l'aléa supérieure à 10 ans VS changement climatique
- Approche forfaitaire : barème qui ne tient pas compte des caractéristiques de chaque exploitation
- Exploitations diversifiées désavantagées (seuil de pertes de 13% du PB)
- Faible taux d'indemnisation
- indemnisation très tardive (6 à 12 mois après le sinistre)
- Fourrages: référence moyenne olympique 5 ans

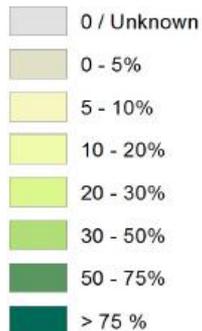
## • Assurance récolte :

- Faibles taux de diffusion
- Moyenne olympique 5 ans : assurance caduque pour les agriculteurs poly-sinistrés
- Rapport sinistres / primes dégradé

Outils actuels – M EUR / an	Contributions agriculteurs	Contribution Etat	Contribution UE	Total financement public
Calamités (Source : Moyenne des contributions Etat entre 2000 et 2013)	60	≈ 60		60
Assurance récolte (moyenne 2015-2019)	180 (après subvention)	0	112	112

# Ce qui se fait ailleurs

Diffusion de l'assurance MRC ou grêle (en % de la SAU) en 2020 :



**Etats-Unis :**  
8 mrd USD de subventions/an  
Contrôle de l'Etat

**Espagne :**  
300 M EUR de subventions/an  
Consortium d'assureurs  
Fort rôle de l'Etat

Source : APREF

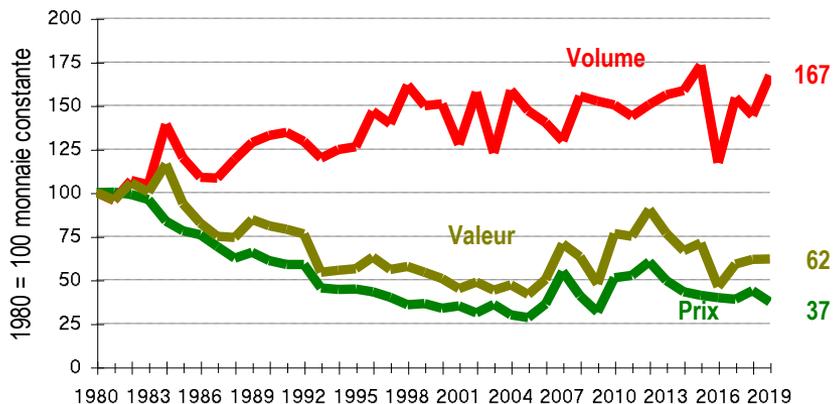
## Propositions sur la table (à date)

- Rapport Descrozaille, mission du CGAAER, Varenne de l'Eau
- **Le député Descrozaille propose de développer l'assurance et de renforcer le rôle des pouvoirs publics :**
  - Assurance récolte facultative sur les aléas de 30% à 50% de pertes
    - Application du règlement Omnibus
    - Adossement à la Déduction pour Epargne de Précaution
    - Création d'un pool d'assurance (cf Espagne)
  - Intervention de l'Etat en cas de sinistre fort (plus de 50% de pertes)
    - Taux d'indemnisation à 40%
    - Budget du fonds de calamités estimé à 400 - 500M€
    - Financement par la solidarité nationale
- **Réviser à court terme les calamités sur les sécheresses sur fourrages**
  - Suivi local de la situation hydrique
  - Un cadrage national avant le démarrage des missions d'enquête
  - Ne plus indemniser les pertes de fonds sur prairies
  - des DRAAF plus actives pour l'harmonisation des barèmes
  - Abandon du DFO et approche indicielle
  - Baisse du seuil d'éligibilité et relèvement du niveau d'indemnisation

# Enjeux de souveraineté alimentaire

## Evolution de quelques productions

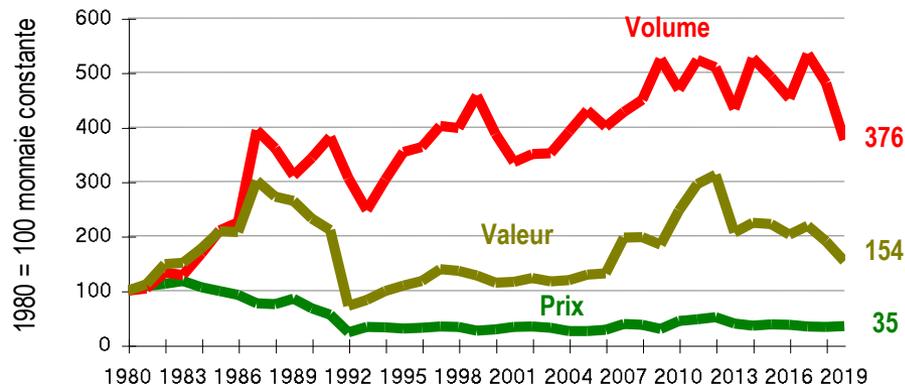
### Production française de blé tendre



47 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

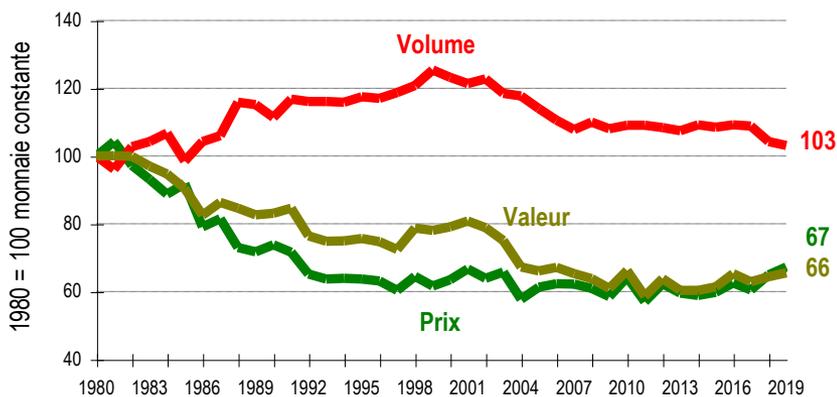
source : INSEE

### Production française d'oléagineux



source : INSEE

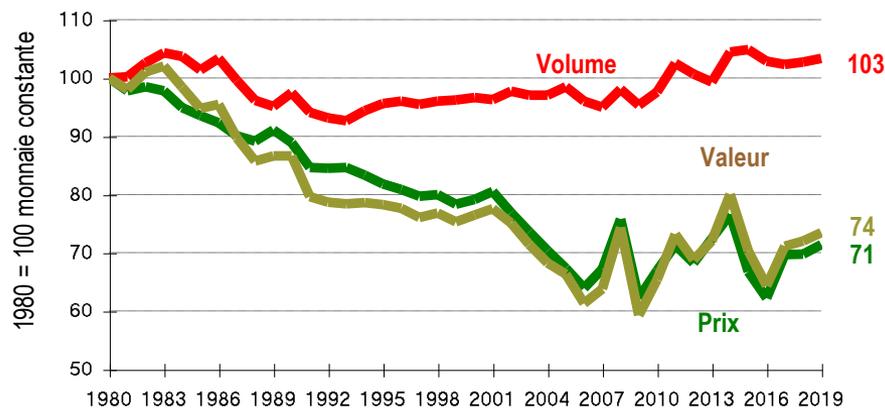
### Production française de légumes



62 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

source : INSEE

### Production française de lait



71 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

source : INSEE

# MERCI

[marine.raffray@apca.chambagri.fr](mailto:marine.raffray@apca.chambagri.fr)